

Un an après la crise révolutionnaire de MAI, De Gaulle s'en va : ainsi, l'épisode du référendum marque une étape importante dans le développement de la crise de la bourgeoisie. Cependant, que l'on ne s'y trompe pas : si la levée des forces populaires en Mai dernier a accentué les contradictions du capitalisme français, la chute de De Gaulle n'en est que le contre-coup indirect.

1 - Quelle était la signification du référendum ?

a) Restaurer le prestige du pouvoir Gaulliste, ébranlé par MAI et ses suites (crise monétaire de Novembre etc...). Depuis MAI, le type d'Etat gaulliste, qui avait paru assurer de manière solide la domination du capital monopoliste, a manifesté sa fragilité sous le coup de boutoir des masses et son incapacité à réaliser la mission historique qu'il se donnait : l'instauration d'un véritable capitalisme monopolistique d'Etat, se taillant une place de choix dans la concurrence impérialiste. Dès lors, les formes bonapartistes du pouvoir d'Etat devenaient un obstacle à la solution des contradictions où se débat le pouvoir depuis Mai et apparaissaient comme un vestige anachronique pour des fractions importantes de la bourgeoisie (inévitabilité des crises dues à l'absence des structures-tampons de concertation, même bidons, pour assurer une concertation de l'ensemble des couches bourgeoises etc...) cf. Giscard, opération Faure à l'Education Nationale etc., La succession se préparait dans le camp gaulliste, la bourgeoisie était à la recherche d'autres formes de domination politique. Le gaullisme était en crise larvée permanente. Dès lors, le référendum, en tant qu'opération gaulliste visait à :

* mater le mouvement ouvrier et à empêcher le développement de luttes revendicatives dures où le P.C.F. aurait pu être débordé ou contraint de durcir encore son attitude. Il s'agissait, en tablant sur le légalisme électoraliste de ce dernier (considérant le mouvement ouvrier comme un groupe de pression ne devant pas effrayer la petite bourgeoisie), de le contraindre à se battre sur son propre terrain (la consultation plébiscitaire) pour essayer d'intégrer par ce biais une partie des voix ouvrières et se donner une aura "populaire" (correspondant au mythe de l'arbitre au-dessus des classes), le < tout > lié au thème de la "participation". La tentative d'intégration du mouvement ouvrier résidait autant dans la forme de la consultation destinée à rétablir une des formes spécifiques du pouvoir gaulliste, que dans le contenu de la réforme. Le P.C.F. en se jetant tête baissée dans le piège gaulliste et conjointement en annonçant qu'il participerait éventuellement (de façon "contestataire") aux nouvelles institutions laissait bien augurer de l'opération.

* Forcer la main aux fractions politiques centrifuges de la bourgeoisie, pour réaliser un front unique derrière De Gaulle lui-même, pour les contraindre à avaliser les formes personnelles et plébiscitaires de son pouvoir,

Le Référendum devenait la revanche de De Gaulle (cf. l'échec de ses élections référendaires en MAI), et était autant dirigé contre POMPIDOU et Giscard que contre l'opposition, POMPIDOU, l'homme des élections revanchardes de Juin (contre le référendum manqué) artisan de l'union de la bourgeoisie et leader

.../...

d'une union nationale post-gaulliste, devenait insupportable au pouvoir bonapartiste : écarté au profit d'un technocrate terne (Couve) et docile, il apparaissait néanmoins comme le véritable dauphin postulant à un "destin national" et capable de revenir sur certains aspects "exagérés" du gaullisme (cf. compromis avec Giscard) - anti-américanisme outrancier, pouvoir personnel etc... - tout en maintenant le caractère autoritaire et répressif du pouvoir bourgeois qui reste l'aspect fondamental de l'évolution de tous les régimes capitalistes européens (cf. la campagne hypocrite de POMPIDOU qui a obstinément refusé de déclarer publiquement, comme les ultras du gaullisme l'y pressaient, qu'il ne serait pas candidat en cas de succès des "non"), et tout particulièrement de l'Etat bourgeois français après Mai 68.

Là se situe l'échec fondamental du gaullisme : le référendum a exacerbé, tout au contraire, les contradictions politiques au sein de la bourgeoisie : "trahison" définitive de Giscard, flambée électoraliste centriste autour de l'opération POHER, ambiguïtés du camp gaulliste. Une partie de la bourgeoisie (la petite bourgeoisie révoltée, la bourgeoisie provinciale fidèle aux notables centristes antigauillistes, une partie du grand capital lâchant de Gaulle, car plus atlantiste, favorable aux holdings internationaux plutôt qu'aux monopoles nationaux, etc.), a joué le jeu du "non" (calculé soigneusement à l'avance - stratégie de rechange précise - par exemple : Cherbourg (80 % de oui)..non, etc...) et de l'élimination de De Gaulle à propos du référendum, en s'assurant le maximum de cartes pour la transition.

Les concessions à la petite bourgeoisie en révolte n'ont pu refaire l'unité précaire du camp bourgeois, scellée à l'occasion de Juin et minée par la crise de septembre et la politique hésitante et contradictoire du gaullisme (cf. le compromis du Plan Couve de Murville).

b) Les forces populaires n'ont joué qu'un rôle d'appoint dans la victoire du non, même si le "non" est aussi pour elles le refus du gaullisme et d'intégration, refus de résoudre un certain nombre de contradictions économiques du système par "la régionalisation" et l'imposition des structures d'intégration de type corporatiste aux organisations ouvrières.

Le départ de De Gaulle inaugure une crise politique ouverte du régime. Elle se situe d'emblée sur le terrain électoral (élection présidentielle) et c'est une crise au sommet, préparée par les appareils politiques. La victoire du non n'a pas miraculeusement changé le rapport de forces : si elle débloque la situation, elle peut renforcer les illusions électoralistes au sein des masses. Du côté de la bourgeoisie les solutions se dessinent :

- POMPIDOU, sous couvert d'unité nationale, essaye d'arracher les voix centristes de PLEVEN, LOUVEL, FREVILLE, etc... au profit d'un néo-gaullisme dont les traits se dessinent (cf. l'accord avec Giscard) : fin de la "participation" et durcissement autoritaire, ouverture européenne et réalignement atlantique (c'est-à-dire fin du rêve gaulliste d'opposer des monopoles nationaux, dans le cadre de l'intervention du secteur industriel public, aux holdings internationaux inféodés au capital U.S.).

.../...

- Les centristes vont essayer d'élargir le fossé au maximum en mordant sur les électeurs gaullistes : mais toute alternative dans ce sens, même si elle a plus les faveurs de la bourgeoisie réactionnaire, des notables, des couches parasitaires du sous-capitalisme français (P.M.E., dynasties locales et provinciales), ne touchera rien d'essentiel aux structures héritées du gaullisme. Au surplus, elle risque d'être court-circuitée par l'opération troisième force qui se dessine avec DEFERRE et où les masses populaires pourraient servir d'appoint (par social-démocratie interposée) à une tentative de replâtrage capitaliste»

Face à cette attitude des restes de la social-démocratie, le P.C.F. éprouve de plus en plus de difficultés à appliquer sa ligne électoraliste d'unité de la gauche pour une démocratie avancée. Le refus d'organiser la manifestation du 1er Mai montre bien dans quel sens il entend conduire sa politique : il manifeste ainsi sa peur d'un durcissement des luttes en période électorale, sa peur des masses et des gauchistes. Coincé entre l'impossibilité de l'union des forces démocratiques et par conséquent l'isolement et le durcissement tactiques inévitables, et l'impossibilité d'un ralliement pur et simple à DEFERRE, vis à vis de sa propre base, il est dans l'incertitude la plus complète, reflet de ses contradictions et de son impuissance. Les appels désespérés à l'unité de la gauche et à la S.F.I.O. manifestent l'impossibilité tout à la fois de remettre en cause la ligne parlementariste d'union de la gauche et de l'appliquer.

2 - Conséquences : tâches générales qui déterminent l'action du mouvement étudiant

- a) Affaiblir les solutions bourgeoises à la crise du régime (aussi bien POMPIDOU, POHER qu'une solution 3^e force, appuyée ou non sur la complicité du P.C.F. : ce qui nécessite une élaboration programmatique juste et des formes de mobilisation adéquates.
- b) Faire payer le plus cher possible à la bourgeoisie sa transition vers d'autres formes de domination politique : profiter de la période pour arracher dès maintenant des victoires partielles qui préparent à une mobilisation plus générale quand l'hypothèque électoraliste aura été levée et que la crise du pouvoir rebondira (inéluclablement) en crise économique et sociale.
- c) Changer le rapport de forces avec le P.C.F. concrètement par la pratique de la lutte : montrer qu'une autre voie est possible et en faire une démonstration de masse sur le seul terrain où nous pouvons le faire actuellement, en ce qui nous concerne : à l'université,

CONCLUSION -

Relancer les luttes dès maintenant est la seule voie possible : il faut renouer avec le milieu par des A.G., par discipline, pas uniquement dans les C.A., pour proposer des objectifs concrets de mobilisation au troisième trimestre permettant de marquer des points et d'assurer la permanence du mouvement, la transition vers la rentrée prochaine.

.../...

Concrètement, cela signifie que si le mouvement étudiant peut jouer un rôle politique accru dans la période qui s'ouvre, il ne le fera que s'il est capable de mener des batailles contre le pouvoir sur son propre terrain, batailles qui aient une signification politique claire dans une période confuse et mouvante et qui permettent une restructuration du mouvement, son unification après la période d'éclatement que nous venons de connaître.

1 - Contre la répression, pour les libertés politiques, contre les provocations fascistes, contre les décrets du 12 Juin 1968, du 13 Décembre 1968 (donnant des pouvoirs exorbitants aux recteurs), contre l'exclusion des 11 camarades, pour la dissolution des C.D.R. et des S.A.C. :

non pour rappeler un simple passif, ou pour répéter de simples exigences, mais, en le liant aux luttes possibles du troisième trimestre, pour s'assurer une marge de manoeuvre politique et pour montrer que, quelque soit la solution qui l'emporte, la chute de De Gaulle ne doit pas se marquer par une continuation et une accentuation de la répression dans un cadre politique inchangé, celui de l'Etat fort gaulliste. Cette lutte s'intègre de droit dans la lutte contre les formes politiques qui sortiront de la relève au gaullisme, que leur affiliation à 10 ans de ce régime soit avouée ou implicite»

Si ces objectifs sont effectivement liés à une remontée des luttes pour la démission de MARCELLIN, aux problèmes de la police et de l'ORTF, de la répression anti-ouvrière qui concernent l'ensemble du mouvement populaire, il faut renforcer, dans ce cadre, l'organisation du mouvement pour protéger sa cohésion face aux attaques possibles des nervis UDR etc... (cf. campagne du NON) et aux provocations fascistes qui s'accroissent (Fac de Droit, Louis le Grand), par la constitution au niveau de chaque faculté de groupes d'auto-défense (étudiants, enseignants et personnels).

2 - Contre la participation, pour mettre en difficulté et balayer les conseils paritaires, en appuyant sur le catalyseur d'une mobilisation sur les examens. Revendications qui s'appuyant sur les A.G. font éclater les contradictions du pouvoir dans sa nouvelle phase (volonté de reconstruire l'université de classe sur les bases de la loi Faure, et le mythe de la participation localisé par un processus purement électoral) et balayant les illusions réformistes. Le caractère combatif du mouvement étudiant à la rentrée, sa capacité d'initiative dépendront du fait que nous pouvons briser le statu quo au troisième trimestre.

3 - Lutte autour des examens : voir le texte paru dans l'ETUDIANT de FRANCE N° 7

4 - Lutte autour de la restructuration de l'Université bourgeoise (cf. socio-Vincennes, 25 Mai etc...) et les projets de rentabilisation capitaliste des oeuvres universitaires.

5 - Soutien résolu aux luttes ouvrières.

6 - Lutte anti-impérialiste en liant l'internationalisme et la lutte contre le replâtrage bourgeois. Face au réalignement sur les USA, et aux positions de DEFERRE aussi bien que
.../...

de POHER ou POMPIDOU sur le VIETNAM, le mouvement doit mener une campagne d'explication et de mobilisation contre l'OTAN sur le mot d'ordre : à bas l'Alliance Atlantique.

L'erreur serait de se limiter à une activité propagandiste générale sans faire peser au maximum le poids des luttes étudiantes réelles même si c'est très difficile dans la période actuelle.

Il faut faire dans la pratique le lien entre les problèmes de la crise du pouvoir et les perspectives de mobilisation du milieu :

- * en renouant avec le milieu, en avançant des objectifs de lutte revendicatifs qui fassent apparaître les contradictions du pouvoir masquées par les maquignonages électoralistes et fragilisent sur notre terrain les différentes solutions bourgeoises.
- * En donnant une identité politique claire au mouvement étudiant pour les travailleurs :
 - par le fait qu'il ouvre une autre voie dans la lutte ;
 - qu'il pose les problèmes réels de mobilisation contre le pouvoir et contribue de manière autonome aux perspectives générales de lutte ;
 - par le fait qu'il s'unifie dans l'UNEF et devient une réelle force de frappe politique à l'échelon national.

La seule ligne de partage entre militants, mis à part les réformistes de l'UEC, sera entre ceux qui soutiennent ces perspectives, les militants qui pensent que le renforcement des avant-gardes passe par le développement du mouvement de masse UNEF, et ceux qui théorisent l'impuissance relative du mouvement à l'heure actuelle (et la leur aussi), par une théorie de la fin du mouvement étudiant, ainsi que ceux qui se complaisent dans l'identification magique du mouvement étudiant aux mouvements révolutionnaires, qui se complaisent dans les illusions gauchistes.

x

x

x